

Publifin envoie un rapport trafiqué au gouvernement

■ MR, CDH et Ecolo dénoncent les faits. Le président du CA, Paul-Emile Mottard (PS) annonce un rectificatif.

Le secrétaire général de Publifin, Gil Simon (PS), a-t-il envoyé au gouvernement wallon et au parlement wallon, le même rapport que celui qui avait été soumis au vote lors de la réunion du conseil d'administration de Publifin, du 29 janvier dernier ? En tout cas, pas pour l'administrateur Ecolo de Publifin, Marc Hody. *"Le rapport envoyé reprend des éléments qui n'ont pas été évoqués au moment du vote du rapport."*

De quoi s'agit-il ? Tous les trois mois, le conseil d'administration de Publifin doit envoyer au gouvernement wallon ainsi qu'au parlement wallon, un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations faites par la commission d'enquête Publifin à l'intercommunale et de ses filiales. Le CA a envoyé son rapport mercredi. Il y a adjoint quelques annexes dans lesquelles il donne son point de vue sur un certain nombre de mesures que le gouvernement wallon compte traduire en décret dans les prochains mois. Il est notamment question de la rémunération des dirigeants de Nethys – qui avait suscité l'émoi lors de la commission d'enquête Publifin/Nethys. Le gouvernement wallon a toujours dit que la rémunération des dirigeants de Nethys serait à l'avenir soumise à un plafond. Le CA de Publifin ne l'entend manifestement pas de cette oreille. *"Le gouvernement est particulièrement attentif aux entreprises exerçant en milieu industriel et commercial qui évoluent dans un environnement*

concurrentiel, à tel point qu'il a prévu, dans son décret gouvernance des organismes wallons, une exception pour les rémunérations des managers de ces entreprises. Ne devrait-on pas étendre cette exception à Nethys ?" peut-on lire dans les annexes au rapport.

La ministre a réagi

Le hic, c'est que cette version du rapport ne correspond pas, selon l'administrateur Ecolo Marc Hody, à celle qui a été présentée lors de la dernière réunion du conseil d'administration. *"Sur les annexes, je me suis abstenu, mais si cette phrase avait été discutée, j'aurais clairement voté contre. Il est selon moi hors de question de demander une exception au plafond de rémunération pour les dirigeants de Nethys."*

Du côté de Fabian Culot, administrateur MR chez Publifin, le son de cloche est identique: *"Nous avons débattu du fait qu'un risque juridique existait sur cette question des rémunérations, mais jamais nous n'avons évoqué le fait de demander une exception"*, explique celui qui est aussi député wallon.

Le président du CA de Publifin, Paul-Emile Mottard (PS) nous a précisé en fin de journée que *"la formulation telle que reprise dans l'annexe envoyée à Madame la Ministre en charge des Pouvoirs locaux et à Monsieur le Président du parlement Wallon ne correspond pas aux discussions du conseil d'administration. La formulation sera amendée, Publifin ne demandant pas cette exception"*. Une réponse qui a dû rassurer la ministre De Bue (MR) qui, sur la demande d'une dérogation au plafond de la rémunération, s'était exprimée jeudi après-midi en considérant que c'était *"le monde à l'envers"*.

S. Ta.

Le comité de direction de Nethys travaille dans l'ombre

Analyse Stéphane Tassin

La ministre wallonne en charge des pouvoirs locaux, Valérie De Bue (MR) a cru à une blague. Outre la demande d'envisager une exception aux plafonds de rémunération pour les mandataires, le rapport que lui a envoyé le CA de Publifin est jugé par elle *"insuffisant"*. La ministre considère que *"le rapport n'aborde aucune des questions essentielles, qu'il s'agisse de la vision industrielle et économique du*

groupe, du management ou de la gouvernance".

Si elle se garde bien de commenter les soupçons de falsifications qui entourent le rapport envoyé au gouvernement par le CA de Publifin, cette information révélée par "La Libre" l'a quand même interpellée. Mais qu'en est-il réellement ? Qui a ajouté la phrase du rapport concernant l'éventualité d'une exception sur les plafonds de rémunération ? Est-ce le secrétariat général du conseil d'administration ? Le président du CA Paul-Emile Mottard (PS) a précisé qu'il s'agissait d'une erreur de formulation. Il

On apprenait dans la soirée qu'un conseil d'administration d'urgence était convoqué pour ce vendredi à 15 h chez Publifin.

n'a cependant pas dissipé les doutes. De nombreux regards se sont tournés vers Gil Simon (PS). L'homme – qui assure la fonction de secrétaire général à Publifin et dans l'ensemble des filiales du groupe – est celui par qui est passée la rédaction finale du rapport.

Le CDH veut un conseil d'administration d'urgence

Le CDH demandait jeudi en fin de journée par l'entremise de son administrateur chez Publifin, Pierre Erler et de son chef de groupe au Parlement wallon, Dimitri Fourny (par ailleurs ancien membre de la commission d'enquête), la tenue dans les 24 heures d'un conseil d'administration de Publifin. Le but de cette réunion serait d'établir les responsabilités dans la falsification du rapport. Et, par la suite, de prendre toutes les mesures nécessaires à l'encontre des responsables. Si une faute grave devait être établie dans le chef du secrétaire général et dans celui de certains administrateurs, on imagine que des sanctions conséquentes seraient prises rapidement.

On apprenait dans la soirée que le CA d'urgence était convoqué pour ce vendredi à 15 h. D'ici là, gardons-nous bien de faire porter le chapeau à qui que ce soit. Tentons plutôt de décoder ce qui se passe chez Publifin et Nethys.

Plusieurs sources confirment que le CEO de Nethys, Stéphane Moreau, mène actuellement un lobbying intense auprès du monde politique liégeois. Son message est clair : si les décrets envisagés par le gouvernement wallon devaient être votés, Publifin/Nethys serait en grand danger. D'un point de vue économique mais aussi d'un point de vue social. Un démantèlement du groupe tel qu'il est actuellement envisagé pourrait provoquer d'importantes pertes d'emplois.

Selon ces sources, agiter la possibilité d'un scénario catastrophe aurait pour objectif de calmer les ardeurs de ceux qui veulent en finir avec la direction actuelle de Nethys. Finalement, beaucoup ont le sentiment que depuis un an, les choses n'ont pas beaucoup changé et que le comité de direction de Nethys continue de tirer toutes les ficelles.